

ECONOMIE

Sur la Learning Box, sont disponibles : le public concerné par l'épreuve, la méthode, le programme de révision, la bibliographie et les annales des concours précédents.
Accès via votre espace candidat sur www.passerelle-esc.com

► DURÉE : 2 HEURES

**La zone euro voit sa croissance ralentir depuis plusieurs années.
Face à cette situation, une politique de relance de l'investissement
aurait-elle du sens ?**

Vous répondrez selon un plan logique et clair, en utilisant à la fois vos connaissances personnelles (tant du point de vue de l'analyse économique que de celui des faits) et les informations données par le dossier.

Les documents sont présentés dans un ordre quelconque ; ils ne donnent que quelques pistes. Les paraphraser est inutile

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1

Notre pays a des problèmes de demande conjoncturels et des problèmes d'offre structurels. Mais ces problèmes n'expliquent pas le chômage à court terme ni la difficulté à retrouver la croissance et l'emploi et à absorber le chômage de long terme. Le thermomètre du problème d'offre, c'est la balance commerciale en dérive depuis dix ans, signe de la difficulté du secteur productif français à trouver sa place dans la concurrence européenne et mondiale. Le thermomètre du problème de demande, c'est le chômage et la croissance à court terme.

Source : interview de X. Ragot, *Lemonde.fr*, 05.07.2014

Document 2

L'investissement européen a chuté de manière préoccupante depuis le début de la crise et peine à rebondir. L'incertitude, liée tant à la situation macroéconomique de la zone euro qu'à la multiplication de réglementations, accentue la difficulté des États à s'engager sur des projets structurants et complexes. La nécessité de sauvegarder voire d'augmenter des investissements publics conçus de façon à assurer la meilleure catalyse de l'investissement privé est pourtant essentielle. Ces deux sources d'investissement ne peuvent être opposées : leur mutualisation à l'oeuvre est au contraire nécessaire et à même de renforcer le consensus franco-allemand sur la mobilisation de la Banque européenne d'investissement. Le partage par l'ensemble des investisseurs publics et privés de ressources et d'instruments harmonisés et pérennisés promeut ainsi une culture commune du financement de l'économie qui doit être confortée.

Source : Fondation R. Shuman, *Pour une relance de l'investissement en Europe*, 22/09/2014, Question d'Europe n°325

Document 3

L'impact favorable d'une politique budgétaire expansionniste sur la demande intérieure peut être contrebalancé par ses effets sur les variables financières. Toutes choses égales par ailleurs, la dégradation du solde public à la suite d'une politique expansionniste peut se traduire par une tension à la hausse sur les taux d'intérêt. Cette hausse tend à freiner l'investissement productif et résidentiel [...], mais elle peut aussi attirer les capitaux étrangers. Cet afflux exerce à son tour deux effets contraires : d'un côté, il stimule la demande intérieure (ces capitaux financent l'investissement intérieur) ; de l'autre, il pousse à la hausse le taux de change national, ce qui réduit la compétitivité-prix du pays et donc freine ses exportations.

L'impact d'une relance budgétaire sur l'activité n'est pas indépendant de la variable budgétaire utilisée. Une relance par la dépense courante ou par l'investissement public se révèle être plus efficace qu'une relance par la baisse de la fiscalité.

Source : Revue de l'OFCE, 2009/2 (n° 109), *Le temps des conséquences, Perspectives 2009-2010 pour l'économie mondiale*, Fondation nationale des sciences politiques, Presses de Sc Po.

Document 4

Il ne suffit pas d'augmenter les dépenses publiques pour que l'économie reparte comme si de rien n'était. C'est à ce niveau-là que les difficultés arrivent car déterminer les bonnes mesures à prendre est tout sauf évident. La vulgate keynésienne pourrait presque nous faire croire qu'il suffirait de donner un chèque à tous les ménages pour augmenter la demande effective et relancer la machine. C'est évidemment une grosse erreur. D'une part, tous les ménages ne réagiraient pas de la même manière suivant leur niveau de revenu, la totalité du « chèque » pouvant parfois être épargnée. D'autre part, il y a le problème fondamental des anticipations et de la confiance. On sait que les décisions des entreprises sont fonction de leurs anticipations sur le futur. Cela est également en partie vrai pour les consommateurs.

Source : Rationalité limitée, blog, *Les plans de relance budgétaire sont-ils efficaces ?*, 06/12/2008